



منظمة الأغذية  
والزراعة  
للأمم المتحدة

联合国  
粮食及  
农业组织

Food  
and  
Agriculture  
Organization  
of  
the  
United  
Nations

Organisation  
des  
Nations  
Unies  
pour  
l'alimentation  
et  
l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная  
организация  
Объединенных  
Наций

Organización  
de las  
Naciones  
Unidas  
para la  
Agricultura  
y la  
Alimentación

## COMITÉ DES FORÊTS

## VINGTIÈME SESSION

**Rome (Italie), 4-8 octobre 2010**

## PROCÉDURE DE SÉLECTION DES PAYS HÔTES POUR LES CONGRÈS FORESTIERS MONDIAUX

1. Le présent document fait le point des directives révisées relatives à l'organisation des congrès forestiers mondiaux, approuvées par le Conseil de la FAO à sa cent quinzième session, en novembre 1998.
2. La participation de la FAO aux congrès forestiers mondiaux remonte à 1945, date à laquelle l'Organisation a repris les fonctions de l'Institut international d'agriculture (IIA). L'Institut avait organisé un congrès à Rome, en 1926, et un autre à Budapest, en 1936. Depuis lors, la FAO a coparrainé et coorganisé onze autres congrès, dont le plus récent à Buenos Aires, du 18 au 23 octobre 2009, et choisi le pays hôte. Le XIV<sup>e</sup> Congrès forestier mondial est prévu pour 2015 et le Conseil de la FAO sera appelé à en choisir le pays hôte à sa cent quarantième session (29 novembre-3 décembre 2010).

## PRINCIPES RÉGISSANT L'ORGANISATION DES CONGRÈS FORESTIERS MONDIAUX

3. Le Congrès forestier mondial a pour but de permettre les confrontations d'idées et d'expériences et des débats sur tous les aspects des questions forestières, l'idée étant que ces débats peuvent aboutir à la formulation de recommandations générales applicables sur une base régionale ou mondiale. D'une manière plus générale, il donne au secteur forestier l'occasion de faire le point à intervalles réguliers (en général tous les six ans) sur l'état des forêts et de la foresterie pour dégager les tendances, adapter les politiques et sensibiliser les décideurs et l'opinion publique.
4. Il ne s'agit pas d'une réunion intergouvernementale et on n'y trouve pas de représentants de groupes formellement constitués, ni de délégations nationales. En tant que principal forum mondial accueillant tous ceux qui s'occupent de forêt et de foresterie, le Congrès est une réunion de tous les pays du monde. Il appartient à tous et tous doivent pouvoir s'y reconnaître. Le Congrès donne des avis, il ne prend pas de décision. L'application de ses recommandations ne regarde que

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org)

ceux auxquels elles s'adressent (gouvernements, organisations internationales, institutions scientifiques, propriétaires de forêts, etc.), compte tenu des conditions où ils se trouvent. Les recommandations du Congrès sont portées à l'attention de la Conférence de la FAO, qui peut souhaiter examiner, pour éventuellement l'adopter sous forme de résolution, la Déclaration émanant du Congrès.

5. Participent au Congrès les personnes dûment inscrites, qui peuvent être des scientifiques, des techniciens, des administrateurs ou d'autres personnes s'intéressant à la science forestière. Qu'il dépende d'une institution gouvernementale, d'une organisation scientifique ou professionnelle, ou d'une société forestière, ou qu'il assiste au Congrès à titre personnel, chaque participant n'exprime que sa propre opinion. Ni les recommandations écrites ni les déclarations orales ne sont considérées comme engageant le gouvernement ou l'organisation dont relève le participant ni comme représentant nécessairement leur point de vue.

6. Les congrès forestiers mondiaux doivent être reconnus pour la qualité exceptionnelle des documents qui y sont présentés et des débats qui y ont lieu et pour le large consensus dont font l'objet les avis généraux et les avis techniques à l'intention des gouvernements et des organisations internationales. Ces avis, bien que n'ayant pas force exécutoire, font autorité. Le Congrès conduit ses débats selon les principes ci-après. Il s'agit de:

- Rassembler les connaissances et les données d'expérience qui pourraient guider le choix des mesures particulières à prendre pour l'élaboration et l'application d'une politique forestière;
- Exprimer des avis qui puissent aider les organismes de recherche à diriger leurs travaux dans le sens où ils seront le plus utile; le Congrès ne doit cependant pas lui-même entreprendre des recherches ni engager des discussions scientifiques et techniques trop détaillées;
- Exprimer des avis qui puissent aider les organisations internationales dans la planification de leur travail, sous réserve de l'approbation de leurs organes directeurs respectifs;
- Promouvoir l'élaboration et l'acceptation universelles de certaines normes techniques, comme par exemple une terminologie forestière internationale, une classification uniforme de la documentation sur les forêts, une harmonisation des méthodes de recherche, et des programmes d'échange pour les étudiants et les chercheurs.

### **DISPOSITIONS À INCLURE DANS LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONGRÈS FORESTIER MONDIAL**

7. Les congrès doivent être ouverts à des participants et participants associés venant de pays membres de la FAO, de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une de ses institutions spécialisées, ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Les étudiants sont assimilés à des participants associés. Toute personne intéressée par le secteur des forêts ou de la foresterie, ressortissante de ces pays, peut s'inscrire de son propre chef sans avoir besoin d'une invitation. Les contributions écrites soumises au Congrès et les interventions orales doivent être conformes aux modalités d'organisation du programme. Les contributions peuvent se présenter sous les formes suivantes: déclarations d'ouverture et de clôture, discours liminaires, discours d'orateurs invités, rapports spéciaux, documents d'information, rapports de situation, notes d'information, documents spéciaux et mémoires volontaires. Des dispositions sont prises concernant la participation de la presse et du public.

8. Un comité des candidatures se réunit avant l'ouverture du Congrès. Il a pour principale responsabilité d'établir la liste des membres du bureau du Congrès, laquelle est soumise aux participants en séance inaugurale. Le comité des candidatures comprend: le président du comité d'organisation ou son représentant, qui fait office de président du comité; un représentant de la

FAO; et des représentants de gouvernements, d'organisations non gouvernementales internationales, d'associations et du secteur privé.

9. Le bureau du Congrès comprend le président, des co-présidents et des vice-présidents, ainsi qu'un représentant de la FAO. Le bureau a pour mandat de faciliter le bon déroulement des travaux du Congrès, et en particulier de régler tout différend concernant l'interprétation du règlement et de statuer sur toute proposition ou question émanant du président ou d'un autre membre du bureau.

10. Quand une question est mise aux voix, chaque participant au Congrès présent et dûment enregistré dispose d'une voix. Les décisions sont prises à la majorité simple.

### **MODALITES DE DESIGNATION DU PAYS HÔTE**

11. En principe, les pays qui souhaitent accueillir le prochain Congrès font part de leur intention lors de la cérémonie de clôture du Congrès en cours. Quatre ans au moins avant la date retenue, le Directeur général invite tous les Membres de la FAO, ainsi que les États Membres de l'ONU, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à présenter des offres concernant l'accueil et l'organisation du Congrès, qu'ils aient fait ou non une offre au précédent Congrès. Les dossiers, établis conformément aux modalités définies dans les directives techniques et opérationnelles élaborées par le Département des forêts, sont examinés par le Comité des forêts (COFO) en même temps qu'une évaluation préparée par le Secrétariat. Le COFO présente ses recommandations au Conseil de la FAO.

12. Avant de les soumettre au Conseil, le Secrétariat réalise une évaluation des dossiers de candidature, dans laquelle il passe en revue les avantages comparatifs, les possibilités et toute contrainte éventuelle. Il examine notamment la question de la collecte des fonds nécessaires pour assurer la participation de personnes venant de pays en développement qui auraient droit à une aide. L'appui technique et logistique que la FAO pourrait avoir à fournir pour aider le pays hôte et renforcer ses capacités et ses moyens est déterminé suffisamment à l'avance.

13. Les dossiers sont présentés au Conseil pour décision, accompagnés des recommandations du Comité des forêts. Le Conseil examine entre autres s'il y a lieu d'établir un tour de rôle entre les régions pour le choix du lieu et étudie les dispositions proposées pour garantir une participation large et universelle au Congrès et à la phase préparatoire. La décision doit être prise trois ans au moins avant la date envisagée pour le Congrès.

14. Le Directeur général informe le gouvernement du pays choisi de la décision prise par le Conseil, lui fournit des exemplaires des directives générales et des directives techniques et opérationnelles concernant l'organisation du Congrès, lui demande de confirmer qu'il mettra à disposition les crédits nécessaires, et précise les dispositions générales de l'accord de coopération qui sera conclu entre lui et l'Organisation concernant les préparatifs.

## RÔLE DE LA FAO

15. En tant qu'organisme de coparrainage, la FAO participe pleinement à la préparation du Congrès, même si la principale responsabilité de l'organisation incombe au pays hôte. La FAO crée un comité consultatif, qui aide à organiser des consultations élargies avec toutes les parties concernées pour choisir le thème du Congrès, décider de la structure du programme technique, sélectionner les orateurs et les auteurs invités, et proposer au comité d'organisation toute initiative qui pourrait apporter de la valeur à l'événement.
16. Le Département des forêts crée un groupe de travail, qui est chargé de collaborer avec le comité consultatif et d'apporter soutien et avis à un secrétaire général associé nommé par l'Organisation. Le secrétaire général associé prépare le Congrès en collaboration avec le secrétaire général nommé par le pays hôte sous la direction générale du comité d'organisation, dont les membres sont également désignés par le pays hôte.
17. Le Département des forêts nomme des secrétaires techniques associés qui, en collaboration avec les secrétaires techniques choisis par le pays hôte, s'occupent des thèmes du programme technique du Congrès et notamment examinent les exposés des invités et les mémoires volontaires et assurent le service des sessions techniques pendant le Congrès.
18. La FAO conclut avec l'institution du pays hôte chargée d'organiser le Congrès un accord sur l'appui que fournira l'Organisation et sur les ressources qu'engagera le gouvernement du pays hôte pour en financer une partie ou la totalité.
19. L'Organisation aide le pays hôte à faire connaître les résultats du Congrès dans le monde entier et veille à toute mesure de suivi, notamment le contrôle de l'application des recommandations par tous les intéressés et l'élaboration de rapports sur la question à l'intention du Congrès suivant. Le Département des forêts prend des dispositions pour assurer les travaux de secrétariat intersessions (entre les congrès), avec les moyens administratifs et budgétaires dont il dispose.